



**DELIBERATION N°08-2018 du 22 Février 2018,
accordant une subvention au CED ST JOSEPH DE NUKU HIVA
pour l'exercice 2018**

L'an deux mille dix-huit, le 21 février, le conseil communautaire des îles Marquises, convoqué le 14 février (affichage le 14 Février 2018) conformément à l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni à Omoa, sous la présidence de Monsieur Félix BARSINAS, Président de la communauté de communes des Îles Marquises

Exposé des motifs

le CED ST JOSEPH a pour projet d'investir dans des salles de tuerie de porcs et de volailles pour son établissement dans l'agriculture. Le Ministère de l'agriculture s'est engagé à financer une partie des besoins. Le CED, n'ayant pas assez pour financer la totalité pour une telle opération, à titre exceptionnel, a sollicité la CODIM pour une participation à hauteur à 10%

DATE DE CONVOCATION
14 février 2018

DATE D'AFFICHAGE
14 février 2018

DATE DE LA SEANCE
21 et 22 février 2018

HEURE : 07H30

En exercice	Présents	Votants
15	13	15
Présents		
FATU HIVA Henri TUIEINUI, 1er délégué Athanas PAHUTOTI, 2ème délégué		
HIVA OA Etienne TEHAAMOANA, 1er délégué Ani PETERANO, 2ème délégué Tania BONNO, 3ème déléguée		
NUKU HIVA Benoit KAUTAI, 1er délégué Joseline PIRIOTUA, 2ème déléguée Casimir TAMARII, suppléant		
TAHUATA Félix BARSINAS, 1er délégué Mirella TIMAU, 2ème déléguée		
UA HUKA Nestor OHU, 1er délégué		
UA POU Joseph KAIHA, 1er délégué Marcel BRUNEAU, 2ème délégué		
Absents excusés		
Georges TEIKIEHUUPOKO, 3ème délégué Florentine SCALLAMERA 2ème déléguée		
Procurations		
Georges TEIKIEHUUPOKO, 3ème délégué à Joseph KAIHA Florentine SCALLAMERA 2ème déléguée à Nestor OHU		
Secrétaire de séance		
Tania BONNO		

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.5211-6 et L.5211-7 ;

VU l'arrêté n° 2062 CM du 9 novembre 2010 confiant aux communes de l'archipel des îles Marquises le soin d'élaborer un projet de développement économique en application des dispositions de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2010-12 du 25 août 2010 ;

VU l'arrêté n°2139 CM du 23 novembre 2010 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 2062 CM sus visé ;

VU l'arrêté n°867/DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la communauté de communes des îles Marquises ;

VU l'arrêté n° HC 124 DIPAC / BJC du 4 février 2011 ;

VU le procès-verbal de l'élection des membres du bureau exécutif du Conseil Communautaire des Îles Marquises (CODIM) établi le 25 avril 2014

VU l'arrêté n°HC/34/DIE/BFC du 16 janvier 2018 portant attribution à la Communauté de communes des Îles Marquises d'acomptes sur la dotation d'intercommunalité-exercice 2018

VU le budget de l'exercice 2018

Exposé des motifs

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après en avoir délibéré,

Par 15 voix pour, 0 abstention et 0 voix contre

ADOPTE

Article 1.:

Il est accordé une subvention d'un montant de DEUX MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE NEUF CENT VINGT TROIS FRANCS (2 993 923 XPF) AU CED ST JOSEPH de NUKU HIVA Conformément au montant de la subvention attribué, une convention sera établie entre le CED ST JOSEPH et la CODIM

Article 2.: Le versement de cette subvention sera porté au crédit du compte du CED ST JOSEPH DE NUKU HIVA.

Article 3 : La dépense est imputable au budget de la CODIM, compte 6574 subventions, exercice 2018.

Article 4 : Le CED ST JOSEPH DE NUKU HIVA devra fournir à la CODIM le bilan financier retraçant l'utilisation de la subvention.

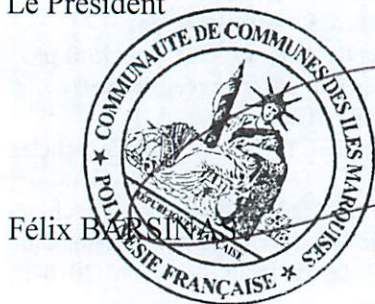
Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 6 : Le Président et le trésorier payeur de la TIVAA sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents

Fait à Omoa, le 22 Février 2018

Le Président



Félix B...

CONTRÔLE A POSTERIORI	
Acte rendu exécutoire après envoi en subdivision le :	19 Mars 2018
Et publication ou notification du :	19 Mars 2018
Le Président	

